

---

## Une structure sociale illisible ? Apports de la sociologie allemande contemporaine

*An Opaque Social Structure? Contributions of Contemporary German Sociology*

Jay Rowell

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sdt/1058>

DOI : 10.4000/sdt.1058

ISSN : 1777-5701

### Éditeur

Association pour le développement de la sociologie du travail

### Édition imprimée

Date de publication : 16 juin 2016

Pagination : 181-189

ISSN : 0038-0296

Ce document vous est offert par Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (BNUS)



### Référence électronique

Jay Rowell, « Une structure sociale illisible ? Apports de la sociologie allemande contemporaine », *Sociologie du travail* [En ligne], Vol. 58 - n° 2 | Avril-Juin 2016, mis en ligne le 25 avril 2016, consulté le 01 mars 2018. URL : <http://journals.openedition.org/sdt/1058> ; DOI : 10.4000/sdt.1058

---



Sociologie du travail is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License.

## Une structure sociale illisible ? Apports de la sociologie allemande contemporaine

### *An Opaque Social Structure? Contributions of Contemporary German Sociology*

Jay Rowell

#### Résumé

Cette note critique s'appuie sur la présentation de trois ouvrages récents adoptant des méthodologies distinctes, mais complémentaires, qui tentent de saisir les mutations contemporaines de la société allemande. Plus largement, il s'agit de discuter et de contextualiser les spécificités du regard de la sociologie allemande sur les inégalités et stratifications sociales ainsi que les transformations des conditions de travail et d'emploi. Les trois ouvrages discutés sont : Berthold Vogel, *Wohlstandskonflikte. Soziale Fragen, die aus der Mitte kommen* [Conflits de prospérité. Les questions sociales issues du milieu] ; Franz Schultheis, Berthold Vogel, Michael Gemperle (dir.), *Ein halbes Leben. Biografische Zeugnisse aus einer Arbeitswelt im Umbruch* [La moitié d'une vie. Témoignages biographiques d'un monde du travail en mutation] ; Philipp Staab, *Macht und Herrschaft in der Servicewelt* [Pouvoir et domination dans le monde des services].

Mots clés : Sociologie, Stratification sociale, Travail, État, Salariat, Allemagne, Domination

#### Abstract

The article is based on three recent books which develop distinct, yet complementary methodologies to the contemporary changes of German society. More generally, the article seeks to discuss and contextualize the specific approach of German sociology to social stratification and inequalities as well as transformations of working conditions. The three books are: Berthold Vogel, *Wohlstandskonflikte. Soziale Fragen, die aus der Mitte kommen* [Conflicts of prosperity. Social Questions arising from the Middle Classes]; Franz Schultheis, Berthold Vogel, Michael Gemperle (Eds), *Ein halbes Leben. Biografische Zeugnisse aus einer Arbeitswelt im Umbruch* [Half a life. Biographical Testimonies on the Upheavals in the Workplace]; Philipp Staab, *Macht und Herrschaft in der Servicewelt* [Power and Domination in the Service sector].

Keywords: Sociology, Social Stratification, Work, State, Employment, Germany, Domination

Le débat sur la capacité de l'Allemagne à accueillir et intégrer plus d'un million de migrants fuyant les guerres du Moyen Orient est le dernier avatar d'une succession de défis d'intégration auxquels la société allemande a fait face depuis 1990 : celle de l'intégration des Allemands de l'Est, qui a été une préoccupation centrale tout au long des années 1990 ; celle, concomitante, de l'arrivée de 2,5 millions d'« Allemands ethniques » (*Aussiedler*) de l'Europe orientale<sup>1</sup> et de près d'un million de réfugiés de l'ex-Yougoslavie. Ce changement de morphologie de la société allemande sur fond de crise démographique a profondément marqué l'orientation des travaux de la sociologie allemande qui a désinvesti, au moins jusqu'au milieu des années 2000, l'étude des transformations socio-

---

<sup>1</sup> La loi du 19 mai 1953 donne un droit de retour et prévoit l'octroi automatique de la nationalité allemande aux personnes de langue et de culture allemande et à leurs dépendants de premier grade résidant dans les pays de l'Europe centrale ou orientale. Votée au moment le plus intense de la guerre froide, l'immigration des *Aussiedler* resta très limitée jusqu'aux années 1980 avant de connaître une véritable explosion à partir de 1989 avec l'effondrement du bloc communiste.

économiques pourtant profondes. Le propos de cette note critique est de rendre compte de quelques travaux sociologiques importants qui ont réintroduit dans le débat d'autres sources de transformations sociales liées aux évolutions du monde du travail et à la réforme de l'État social. Restituer une partie de ces travaux semble particulièrement utile à cette époque paradoxale où le « modèle » allemand sert alternativement de modèle et de repoussoir dans les débats sur les réformes françaises ou européennes. En effet, si les performances économiques sont centrales dans la manière de convoquer l'Allemagne dans le débat politique et journalistique français, les transformations sociales induites restent, étonnamment, largement méconnues. Le propos oscille entre, d'un côté, la célébration des « réformes courageuses » de Gerhard Schröder conduisant à un taux de chômage très bas, un assainissement des finances publiques et une compétitivité enviable et, de l'autre, la dénonciation des inégalités croissantes et la paupérisation des populations les plus fragilisées, en général supposées être d'origine étrangère.

En France, la sociologie allemande est souvent associée aux auteurs canoniques du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècles — Max Weber, Georg Simmel, Norbert Elias ou Karl Mannheim —, mobilisés comme ressources ou marqueurs dans les oppositions qui traversent les sciences sociales françaises. Les sociologues allemands plus contemporains ayant connu une réception conséquente en France, quoique relativement limitée et souvent tardive — Jürgen Habermas, Niklas Luhmann, Ulrich Beck ou Hartmut Rosa, pour citer les plus connus —, ont pour caractéristique, comme leurs prédécesseurs d'ailleurs, d'être davantage des théoriciens du social que des chercheurs empiriques. Les usages des travaux étrangers dans les champs académiques nationaux tendent en effet classiquement à privilégier une importation d'entreprises théoriques<sup>2</sup>. Mais cette importation sélective tend à occulter les apports de la sociologie empirique. Dans cette note, il s'agira donc de discuter trois ouvrages choisis parce que leurs apports empiriques permettent de documenter les transformations sociales allemandes sous un jour différent, mais aussi parce qu'ils développent des méthodes d'enquête complémentaires : une sociologie historique (Vogel, 2009), une sociologie du travail (Staab, 2014) et une sociologie compréhensive fondée sur des récits biographiques (Schultheis et al., 2010).

## 1. De l'illisibilité de la structure sociale allemande

Tout en déployant des méthodes et des problématiques spécifiques, ces trois ouvrages ont en commun de reposer sur des démarches exclusivement qualitatives. Ce choix ne reflète pas la qualité et la richesse de la sociologie quantitative allemande, bien insérée dans les réseaux de recherche internationaux. Cependant, une courte discussion des catégorisations socio-professionnelles disponibles en Allemagne pour des enquêtes quantitatives ou qualitatives permet de soulever, comme point de départ, une profonde différence entre les sociologies allemande et française.

Les débats sur la stratification et les mobilités sociales sont très éclatés en Allemagne, du fait de l'absence d'une nomenclature socio-professionnelle fournissant des mesures et un vocabulaire communs mobilisables dans des débats et controverses (Pfeuffer et Schultheis, 2002). Le principe du fédéralisme a en effet empêché l'émergence d'une nomenclature officielle nationale comme c'est le cas des Professions et catégories socio-professionnelles (PCS) en France, et aucun institut public ou privé n'a réussi à généraliser sa nomenclature comme au Royaume-Uni avec la nomenclature « EGP » (Erikson, Goldthorpe & Portocarero) de John Goldthorpe, officialisée par l'Office national de la statistique britannique en 2001 et largement utilisée dans les comparaisons internationales (Penissat et Rowell, 2015). La pluralité des nomenclatures produites en Allemagne

---

<sup>2</sup> Voir à ce sujet l'article d'Andrew Abbott et Étienne Ollion sur la réception des sociologues français aux États-Unis (Abbott et Ollion, 2015).

par des instituts publics ou privés, et des concepts sous-jacents (milieux définis par le statut économique, les styles de vie, les valeurs, les classes sociales ou les strates), a sans doute contribué à opacifier les termes du débat public et les controverses sociologiques sur la structure et les transformations sociales en leur donnant un contenu moins irrigué qu'en France ou au Royaume-Uni par des considérations d'inégalités ou de reproduction sociale. Ces débats ne sont pas absents mais, faute d'un référentiel commun, le débat allemand tend à favoriser une opposition entre migrants et nationaux comme grille de lecture des inégalités. À titre d'exemple, les premiers résultats de l'enquête PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) de l'OCDE ont soulevé un vaste débat qui s'est focalisé sur deux points : les performances et l'architecture générale du système éducatif allemand, et une problématisation des inégalités non pas en termes de capitaux économiques ou culturels mais sous la forme d'une opposition entre les nationaux et les migrants et enfants de migrants maîtrisant insuffisamment la langue allemande.

Si le rapport allemand aux classes et inégalités sociales ne peut être réduit à l'inexistence d'un instrument légitime de mesure<sup>3</sup>, on peut néanmoins remarquer que c'est au sein de la sociologie allemande qu'émerge, plus précocement qu'ailleurs en Europe, la thèse d'une dislocation des classes sociales, d'une grande fluidité sociale et de l'avènement d'une société de « classe moyenne nivelée » (Geiger, 1949). De même, il n'est peut-être pas fortuit que ce soit un sociologue allemand, Ulrich Beck, qui ait théorisé avec le plus de force, au milieu des années 1980, la perte des repères sociaux et la montée des incertitudes dans des sociétés jugées complètement individualisées.

L'axe central des travaux sociologiques allemands des années 1990 jusqu'au début des années 2000 s'est ainsi structuré, d'une part, autour de l'analyse des processus de modernisation des valeurs et structures de la société est-allemande et, d'autre part, autour de l'hypothèse d'une dualisation de la société, focalisée sur les groupes exclus ou marginalisés, formulée moins en termes de position socio-économique qu'en termes d'origine nationale. Les dynamiques sociales et économiques qui travaillent le « groupe majoritaire » relativement indifférencié dans ces travaux sont donc restées largement à l'écart du champ de vision de la sociologie. Ce n'est qu'à partir du milieu des années 2000, à la suite d'enquêtes journalistiques alarmistes sur la disparition des classes moyennes dans un contexte de chômage de masse, que les sociologues ont réinvesti l'étude des classes moyennes et questionné les effets conjugués des transformations du monde du travail et de l'action publique, notamment dans les services moins étudiés classiquement que le monde industriel, terrain historique — sinon exclusif — de la sociologie du travail.

## 2. Remettre l'État au cœur de l'analyse des dynamiques sociales

Paru en 2009, le livre de Berthold Vogel, dont le titre peut être traduit par « Conflits de prospérité : les questions sociales issues du milieu », a marqué le retour des classes moyennes au centre des préoccupations de la sociologie allemande. Pour un lecteur français, l'approche socio-historique proposée par l'auteur est familière, ce qui est moins le cas en Allemagne. En effet, en Allemagne, pour diverses raisons, notamment la centralité de l'histoire contemporaine, la sociologie est restée une discipline du présent.

---

<sup>3</sup> Une discussion approfondie de cette question dépasse le cadre de ce papier, mais on peut noter que le système éducatif allemand est caractérisé à la fois par un accès aux études supérieures relativement limité, mais en forte augmentation au cours des dix dernières années, et par un système universitaire moins hiérarchisé que dans la plupart des pays de l'OCDE. Cette structure des certifications scolaires a donné moins de visibilité et de saillance aux débats sur la reproduction des élites, qui sont moins facilement identifiées à des *cursus honorum*, tout en rendant les contours d'une classe moyenne moins aisés à déterminer dans la mesure où les parcours passant par l'apprentissage prodiguaient, au moins jusqu'à une date récente, un accès au niveau de vie des classes moyennes, et pouvaient parfois donner accès aux positions professionnelles et sociales les plus élevées à l'instar de Jürgen Schrempp, PDG de Daimler-Benz de 1995 à 2005 qui avait commencé sa carrière en apprentissage.

Par ailleurs, l'État social a peu été conceptualisé en sociologie comme facteur de sécurisation des parcours et de promotion d'une classe moyenne salariée : depuis la fin des années 1960, à la suite de Jürgen Habermas et de Claus Offe, il a plutôt été vu comme un producteur d'inégalités « horizontales » ou comme une instance de disciplinarisation des classes populaires (Offe, 1969).

L'originalité du livre de B. Vogel dans le paysage sociologique allemand est de proposer une socio-histoire des relations entre l'État social et les classes moyennes. Tout d'abord, l'État a agi comme garant des conventions collectives et des acquis sociaux. Ensuite, l'expansion des services publics de santé et d'éducation, mais aussi de prise en charge de la vieillesse, des transports ou du logement, a simultanément sécurisé les parcours et diffusé des valeurs et modes de vie associés aux classes moyennes, tout en fournissant une infrastructure nécessaire à la formation d'un salariat performant. En cela, B. Vogel conteste la thèse de la finalité de l'État social comme instance de « démarchandisation » (Esping-Andersen 1999) ; il souligne à quel point les pouvoirs publics ont contribué à la formation d'un salariat répondant aux besoins des employeurs. Cette infrastructure sociale qui stabilise les parcours a permis l'expression pacifiée de la conflictualité sociale. Enfin, B. Vogel insiste sur le fait que les classes moyennes étaient les principaux clients de ces services et y ont en même temps occupé de nombreux emplois qualifiés, stables, assurant des voies de promotion sociale.

Ce processus a commencé à s'inverser vers la fin des années 1970. Tout d'abord parce que les infrastructures de santé et d'éducation atteignent alors un niveau de saturation. Les entreprises publiques et les administrations ont cessé d'embaucher puis, à partir des années 1990, ont commencé à réduire leurs effectifs, à sous-traiter et à privatiser. Parallèlement, les entreprises privées ont réussi à imposer la nécessité d'une libéralisation du marché du travail au nom de la lutte contre le chômage et de la compétition internationale. Cela s'est traduit par une augmentation du recours à la sous-traitance, au temps partiel, à l'intérim, une pression sur les salaires et le temps de travail et un État social cherchant à « activer les chômeurs ». L'ensemble de ces évolutions signe une dégradation globale des conditions de travail que l'État a encouragée, accompagnée, voire devancée, en faisant siens les impératifs des employeurs.

Les classes moyennes ont ainsi été prises dans une triple tension qui donne sens au sous-titre de l'ouvrage, « les tensions sociales issues du milieu ». La première est une *tension intergénérationnelle*, au sens où les mécanismes assurant la mobilité sociale ascendante des années 1950 à 1990 n'opèrent plus de la même manière. Le monde des classes moyennes est également pris dans *un étau économique*, dans la mesure où la modération salariale, la précarisation des statuts et des contrats de travail et la dévalorisation des compétences acquises en apprentissage ont affecté à la fois le pouvoir d'achat et la stabilité des revenus. Ainsi, selon les chiffres de l'OCDE, alors qu'en 1982 la part des salaires dans la valeur ajoutée s'élevait à 67 %, avec 15 % distribués aux actionnaires et 18 % en profits nets, en 2008 les salaires étaient descendus à 58 % (soit une baisse de 9 % en 26 ans) tandis que les dividendes avaient augmenté de 6 % pour se situer à 21 % et les profits nets de 3 % pour se situer également à 21 %. Le « cercle vertueux » du théorème d'Helmut Schmidt (« les profits d'aujourd'hui sont les investissements et les emplois de demain ») semble s'être déplacé des salariés vers les actionnaires. Enfin, les classes moyennes, du fait de leur position intermédiaire dans la structure sociale, restent le lieu d'expression d'une certaine insécurité en tant que *point de passage des trajectoires ascendantes ou descendantes*. Cette « nervosité sociale », pour reprendre l'expression de B. Vogel, est devenue plus défensive, guidée davantage par la peur du déclassement que par l'espoir, pour eux-mêmes ou leurs enfants, d'accéder aux classes supérieures.

L'ouvrage ne prétend pas à une analyse exhaustive et fine de l'exposition différentielle à la précarisation des parcours ou des capacités et dispositions à y faire face. On remar-

quera cependant que l'absence d'une échelle de catégorisation intermédiaire de type PCS, permettant de se situer entre une conception englobante des classes sociales et une entrée par les professions, rend difficile l'analyse des différentes tensions traversant cette partie de l'espace social. Dans les deux autres ouvrages, la question de l'exposition différenciée aux transformations du monde du travail est traitée à partir des secteurs et des professions.

### 3. La prolétarianisation du secteur tertiaire

L'ouvrage de Philipp Staab sur les emplois routiniers dans les services poursuit un double objectif. D'une part, il étudie la réorganisation de segments importants du monde salarial dans les professions qui assuraient jusqu'aux années 1990 un accès aux petites classes moyennes ou aux classes populaires stables. D'autre part, et sur un plan plus théorique, l'auteur interroge les transformations des relations de pouvoir dans ces contextes d'emploi. Il fait l'hypothèse d'un déclin des relations de domination (*Herrschaft*) stabilisées par les investissements de forme typiques de l'usine du *xx*<sup>e</sup> siècle et du retour en force de relations basées sur le pouvoir à l'état brut (*Macht*). Ces dernières, plus personnalisées comme on le verra plus loin, sont rendues possibles — sinon nécessaires — par l'érosion du droit du travail et des statuts associés à une profession (*Beruf*) et par la moindre insertion dans des collectifs.

Pour le démontrer, P. Staab déploie une stratégie d'enquête ethnographique originale. Il multiplie les terrains, investis chacun pendant quelques jours ou semaines, et assortis de quelques entretiens (cinquante entretiens en tout, sur les neuf terrains observés). La relative légèreté de chacun des terrains est palliée par une comparaison systématique permettant de construire une série de polarités et de variations en fonction du rapport direct ou indirect aux clients, du degré de standardisation ou de polyvalence requis et du type de dispositif de supervision privilégié. Les neuf terrains sont inscrits dans quatre domaines d'activités : le soin aux personnes (aides-soignantes en maison de retraite et aides à domicile) ; la vente (magasin de sport « extrême », chaîne américaine de vêtements ; supermarché « discount ») ; la livraison (entreprise privée de livraison de colis et de distribution de journaux/prospectus publicitaires) ; l'entretien (agents d'entretien dans un hôpital et dans des bureaux). Au sein de chaque secteur, l'auteur oppose les situations selon leur degré de déprofessionnalisation, l'intensité du contrôle hiérarchique direct et le degré de dépendance des salariés. Ce dernier est mesuré par l'existence de possibilités d'*exit* (rendues plus aléatoires dans un contexte où l'État social se réorganise autour de politiques d'activation impliquant une baisse de la durée des allocations et des mesures plus contraignantes de retour à l'emploi) et l'étendue des contrats atypiques dans le secteur d'emploi.

Dans un pays où la qualification par le système d'apprentissage a largement structuré le monde du travail et a fourni un socle de compétences et des statuts protecteurs pour les classes populaires et pour une grande partie des classes moyennes, le livre documente une forme de déprofessionnalisation sous le triple effet de la rationalisation/standardisation des tâches, de la multiplication des statuts d'emploi précaires (auto-entrepreneuriat, emplois à 400 €, emplois de réinsertion « Hartz IV » rémunérés à 1 € de l'heure, temps partiel, intérim) et de la réorganisation des relations de travail (mise en concurrence, sous-traitance, privatisation).

L'auteur décrit la désinstitutionnalisation de franges importantes du monde du travail et de ses cadres normatifs, avec pour résultat une discipline au travail désormais moins assurée par la *Herrschaft* — c'est-à-dire une forme de domination impersonnelle intériorisée et légitimée par la rationalité, l'évolution des carrières et la prévisibilité encadrée par le droit — que par la *Macht* — c'est-à-dire des rapports de force personnalisés, directs,

arbitraires, qui se dispensent de la recherche de justification. Ces rapports de force sont rendus possibles par la rationalisation et la simplification des gestes qui permettent une plus grande polyvalence et érodent des savoir-faire et statuts liés à des métiers constitués (vendeuse, aide-soignante, facteur). Sont principalement soumis à ces conditions de travail des femmes, des immigrés, des jeunes avec peu ou pas de qualification, des nouveaux entrants sur le marché de l'emploi, mais aussi des travailleurs plus âgés ayant perdu des statuts plus protecteurs suite à une délocalisation, à la privatisation de services auxiliaires (par exemple dans les hôpitaux ou les maisons de retraite) ou à une rupture biographique.

Un des intérêts de ce livre est d'insister sur l'usure précoce des corps et le caractère très physique du travail des livreurs, agents d'entretien, caissières ou vendeuses qui doivent engager constamment leurs corps dans la manutention, l'approvisionnement de rayons et d'entrepôts, le déplacement et le port de charges lourdes. Ces personnes sont également soumises à des pressions psychiques : intimidations, mise en compétition des salariés précaires pour de menus avantages en termes d'horaires, de primes ou pour l'attribution des tâches les moins ingrates ; vidéo-surveillance « panoptique » depuis son domicile par le patron d'une petite chaîne de magasins ; travail de nuit et multiplication des petits boulots. Il s'agit d'une population invisible, à la fois dans les représentations publiques du monde du travail et dans la vie quotidienne, où on ne voit pas les personnes qui nettoient les bureaux ou emballent, trient et distribuent les colis commandés sur internet, les femmes qui garnissent les rayons, stérilisent les instruments chirurgicaux ou s'occupent des personnes dépendantes. Il n'y a aucune reconnaissance pour un travail bien fait. Les conditions de travail des « sans diplôme » et des titulaires d'un diplôme d'apprentissage dans la vente ou la santé ne se distinguent guère. L'État social reste paradoxalement indispensable à l'existence de ces marchés de travail où les salaires horaires sont souvent inférieurs à 7 €. En effet, la reproduction de la force de travail n'est assurée que grâce à l'aide personnalisée au logement (*Wohngeld*), aux allocations familiales (*Kindergeld*) et autres transferts sociaux constituant une subvention indirecte à ces secteurs d'activité dont la rentabilité repose sur une compression des coûts salariaux.

#### 4. Vulnérabilités et « quant à soi » saisis par l'approche biographique

Si le livre de Philipp Staab propose une radiographie contemporaine et celui de Berthold Vogel une ambitieuse fresque socio-historique, *Ein Halbes Leben* (la moitié d'une vie) saisit, au travers d'une démarche biographique directement inspirée par la *Misère du monde* (Bourdieu, 1993) et faisant suite à *Gesellschaft mit begrenzter Haftung* (Schultheis et Schulz, 2005 ; traduction française Schultheis et Schulz, 2015), les transformations du monde du travail de ces vingt dernières années. Cet ouvrage, coordonné par Franz Schultheis, Berthold Vogel et Michael Gemperle mais qui a mobilisé quarante-cinq chercheurs en Autriche, en Suisse et en Allemagne, vise, dans un débat public et scientifique dominé par un savoir abstrait, totalisant et souvent quantifié, à restituer l'expérience et le sens que les individus accordent aux transformations de leurs conditions de vie et de travail. L'originalité de la démarche réside dans la construction d'un échantillon de trente-sept portraits sociologiques de personnes engagées dans la vie active depuis vingt ans en moyenne — soit la moitié de leur existence professionnelle, pour faire écho au titre. Les portraits explorent les mondes du travail ouvrier et des services, l'univers des exploitants agricoles, des petits commerçants et artisans et des petits fonctionnaires, mais aussi ceux des artistes et de quelques professions supérieures en première ligne des nouvelles formes d'organisation du travail ou d'encadrement du non-travail : médecine du travail, droit social, travail social, agence pour l'emploi. La grille d'entretien incite les enquêtés à retracer leur trajectoire professionnelle et à évaluer les transformations de leurs conditions de travail afin de cerner les contraintes vécues, les ajustements (y compris dans la vie privée), mais aussi les résistances.

Se dégage l'image d'un monde du travail en mouvement, d'une érosion des protections qui exige une mobilisation des ressources personnelles pour rester employable. Malgré les différences méthodologiques avec les deux ouvrages précédents, les analyses ici réunies documentent, à partir d'un point de vue subjectif, le durcissement des relations professionnelles et une forme d'aliénation et de perte de sens. En même temps, l'approche biographique fait entrer dans l'analyse des problématiques qui ne sont qu'effleurées dans les deux monographies. Premièrement, une lecture transversale des biographies laisse entrevoir une discussion à distance avec le *Nouvel esprit du capitalisme* (Boltanski et Chiapello, 1999). Les chercheurs montrent que le caractère moins hiérarchique de l'organisation du travail post-fordiste et la valorisation des compétences et des mobilités dont elle est porteuse peut, dans certaines trajectoires, contribuer à l'épanouissement professionnel, même si les enquêtés restent lucides sur les risques d'auto-exploitation. Ces enquêtes complètent le tableau brossé par P. Staab en montrant que les nouveaux rapports de domination au travail ne reposent pas uniquement sur la coercition mais aussi sur l'octroi de certaines formes d'autonomie et la mise en place d'incitations qui entretiennent — notamment auprès des personnels intermédiaires — une obéissance qui les fait anticiper les *desiderata* des clients ou des superviseurs. Deuxièmement, si la majorité des portraits témoignent des effets délétères de la mise en tension concurrentielle des individus, la mobilisation par les auteurs d'*Ein halbes Leben* des travaux d'Alf Lüdtke sur l'*Eigensinn* ouvre de nouvelles pistes pour comprendre comment les individus gèrent ces tensions.

Habituellement traduit par « quant à soi », l'*Eigensinn* renvoie à l'affirmation de soi (n'en faire qu'à sa tête, être obstiné, se dérober, tourner en dérision...) et à la prise de distance par rapport aux rôles prescrits. Ces pratiques se développent plus particulièrement dans des collectifs marqués par un entre soi affirmé (pour une présentation synthétique en français voir Oeser, 2015 ; Lüdtke, 2015). Les travaux d'A. Lüdtke sur les situations extrêmes montrent que cette capacité à se distancier du rôle attendu peut aussi rendre tolérable l'intolérable, et contribuer *in fine* au maintien des configurations de travail les plus coercitives. Pour cet auteur, l'*Eigensinn* des ouvriers allemands repose sur la double mobilisation d'une légitimité et d'un ethos fondé sur la profession (*Beruf*, dans le sens d'une vocation, ou *calling* en anglais) et sur la diffusion, à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de l'idéologie de la « qualité du travail allemand » (*Deutsche Qualitätsarbeit*). Au prisme de cette double ressource, les transformations des vingt dernières années, telles qu'on peut les lire dans les entretiens rassemblés dans cet ouvrage, ont réduit le rendement d'un *Beruf* certifié par un diplôme d'apprentissage. Cette évolution a contribué au désenchantement du travail, désormais de plus en plus limité à sa dimension instrumentale. Si l'attachement au *Beruf* reste une ressource pour maintenir son « quant à soi », son rôle dans la construction des identités et du rapport au monde semble fragilisé dans un monde du travail qui valorise la polyvalence et la flexibilité par opposition à la détention certifiée d'un savoir-faire spécialisé. De même, si la réputation de la qualité des produits manufacturés allemands reste intacte et si le système d'apprentissage semble avoir conservé une partie de sa capacité à assurer l'attachement des salariés à l'employeur qui les a formés, les parcours biographiques montrent comment la rationalisation du travail et la course vers la rentabilité à court terme entrent en collision avec l'affirmation de la « qualité allemande » et l'attachement à l'entreprise. Ces derniers sont pourvoyeurs à la fois du sentiment de l'utilité du travail et des ressorts idéologiques assurant la docilité, la discipline et l'engagement au travail.

Les trois ouvrages se combinent ainsi pour brosser le portrait d'un « modèle » allemand travaillé par la réorganisation de la gestion capitaliste et le redéploiement de l'État. Ils montrent que l'exposition aux contraintes — et les capacités à y résister ou à en tirer profit — dépendent du secteur d'activité, du positionnement hiérarchique du salarié et de



sa dotation en capitaux. Ces travaux permettent de comprendre non seulement le sentiment de fatalité sur lequel repose l'obéissance des plus démunis, mais aussi la servitude volontaire de ceux qui sont mieux dotés et qui espèrent bénéficier des incitations sélectives qui accompagnent le pouvoir renforcé de sanction des employeurs. Si ces dynamiques ne sont pas particulières à l'Allemagne, on souhaite revenir pour conclure sur ce qui nous semble particulier au cas allemand, et par extension à la sociologie allemande.

Tout d'abord, on l'a dit, on ne peut qu'être frappé, à la lecture des entretiens présentés dans le troisième ouvrage, par la faible mobilisation de la notion de classe sociale, ou de catégorie socio-professionnelle telle que nous la connaissons en France ou au Royaume-Uni, pour produire une topographie sociale articulant un « nous » (ou un « je » situé) et un « eux » en termes socio-économiques permettant d'identifier les « gagnants » ou les « perdants ». Si les identités centrées sur le métier (Beruf) semblent offrir des ressources collectives et des supports identitaires qui résistent encore, leur granularité fine permet difficilement des opérations de montée en généralité pour identifier et attacher des intérêts individuels à des collectifs plus larges. On peut faire l'hypothèse qu'il s'agit là de la force du récit très diffusé d'une moyennisation inexorable des sociétés modernes associée, en bas de l'échelle sociale, à une assimilation des exclus et précaires aux étrangers, et en haut, à la difficulté de tracer les contours d'une classe dominante dépourvue de lieux de reproduction clairement identifiés. On ne trouve en effet aucun équivalent, en Allemagne, aux grands lycées parisiens et grandes écoles, « *prep schools* » et universités de l'Ivy League américaines, Eaton, Harrow, Oxford et Cambridge au Royaume-Uni — autant de points de passage quasiment obligatoires pour l'élite politique et économique. Les différentes fractions des classes dominantes allemandes sont par ailleurs géographiquement dispersées et ne connaissent pas la même concentration géographique qu'à Londres et à Paris. Si cette opacité des stratifications sociales et la faible disponibilité de grammaires pour identifier des gagnants et perdants des transformations du capitalisme et de l'État n'est pas propre à l'Allemagne, on pourra réinterpréter la « nervosité sociale » des classes moyennes diagnostiquée par B. Vogel, et la faiblesse relative d'un débat politiquement construit sur les inégalités et leur reproduction, comme l'expression d'une crise des opérations de *naming, blaming and claiming* (Felstiner et al., 1981)<sup>4</sup> liée à cette opacité de la structure sociale. Or, ces trois livres fournissent des points d'appui pour situer, évaluer et comprendre les évolutions en cours et leurs effets en termes de redistribution des pouvoirs et des ressources matérielles et symboliques entre les groupes sociaux, tout en contribuant à éclairer — au moins partiellement — les mutations de la société de notre plus proche partenaire et voisin européen.

## Auteur

Jay Rowell

Sociétés, acteurs, gouvernement en Europe (SAGE)

UMR 7363 CNRS et Université de Strasbourg

5, allée du Général Rouvillois, CS 50008, 67083 Strasbourg Cedex, France

[jay.rowell\[at\]misha.fr](mailto:jay.rowell[at]misha.fr)

## Note de la rédaction

Article reçu le 30 novembre 2015 ; accepté le 12 février 2016.

---

<sup>4</sup> Traduites dans *Politix* comme « réaliser, reprocher, réclamer » (Felstiner et al., 1991).

## Références

- Abbott, A., Ollion, E., 2015. Quarante ans de sociologie française aux États-Unis. In: Demazière, D., Lorrain, D., Paradeise, C. (Eds), *Les sociologies françaises. Héritages et perspectives, 1960-2010*. Presses universitaires de Rennes, Rennes, pp. 83–103.
- Boltanski, L., Chiapello, E., 1999. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Gallimard, Paris.
- Bourdieu, P. (Ed.), 1993. *La misère du monde*. Le Seuil, Paris.
- Esping-Andersen, G., 1999. *Les trois mondes de l'État-providence. Essai sur le capitalisme moderne*. Presses universitaires de France, Paris.
- Felstiner, W., Abel, R., Sarat, A., 1981. The Emergence and Transformation of Disputes: Naming, Blaming, Claiming... *Law and Society Review* 15 (3-4), 631–654.
- Felstiner, W., Abel, R., Sarat, A., 1991. L'émergence et la transformation des litiges : réaliser, reprocher, réclamer. Traduit de l'américain par Sylvain Bourmeau et Guillaume Courty. *Politix* 16, 41–54.
- Geiger, T., 1949. *Klassengesellschaft im Schmelztiegel*. Verlag Gustav Kiepenheuer, Hagen.
- Lüdtke, A., 2015. La domination comme pratique sociale. *Sociétés contemporaines* 99-100, 17–64.
- Oeser, A., 2015. Introduction, Traduire les théories de domination. *Sociétés contemporaines* 99-100, 5–16.
- Offe, C., 1969. Politische Herrschaft und Klassenstrukturen. Zur Analyse spätkapitalistischer Gesellschaften. In: Kress, G., Senghass, D. (Eds), *Politikwissenschaft. Eine Einführung in ihre Probleme*, Landfried Verlag, Frankfurt am Main, pp. 155–169.
- Penissat, E., Rowell, J., 2015. The Creation of a European Socio-economic Classification: Limits of Expert-driven Statistical Integration, *Journal for European Integration* 37 (2), 281–298.
- Pfeuffer, A., Schultheis, F., 2002. Quelques particularités allemandes dans la représentation statistique du monde social, *Sociétés contemporaines* 45-46, 17–42.
- Schultheis, F., Schulz, K. (Eds), 2005, *Gesellschaft mit begrenzter Haftung. Zumutungen und Leiden im deutschen Alltag*, Constance, UVK.
- Schultheis, F., Schulz, K. (Eds), 2015. *Une société à responsabilité limitée. Enquête sur la crise du modèle allemand*. Traduit de l'allemand par Karim Fertikh, Anaïs Cretin et Claudine Girod. *Raisons d'agir*, Paris.
- Schultheis, F., Vogel, B., Gemperle, M. (Eds), 2010. *Ein halbes Leben. Biografische Zeugnisse aus einer Arbeitswelt im Umbruch*. UVK Verlagsgesellschaft, Konstanz.
- Staab, P., 2014. *Macht und Herrschaft in der Servicewelt*. Hamburger Edition, Hambourg.
- Vogel, B., 2009. *Wohlstandskonflikte. Soziale Fragen, die aus der Mitte kommen*. Hamburger Edition, Hamburg.